



C/42/18

ORIGINAL : anglais

DATE : 25 septembre 2008

**UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**  
GENÈVE

**CONSEIL**

**Quarante-deuxième session ordinaire**  
**Genève, 30 octobre 2008**

**EXAMEN DE LA CONFORMITÉ DU PROJET DE LOI SUR LE DROIT  
D'OBTENTEUR DE L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE  
AVEC L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV**

*Document établi par le Bureau de l'Union*

Introduction

1. Dans une note datée du 10 septembre 2008, adressée à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), la Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales ayant leur siège en Suisse transmet une lettre datée du 5 septembre 2008, adressée au secrétaire général de l'UPOV par S. E. M. Aco Spasenoski, ministre de l'agriculture de l'ex-République yougoslave de Macédoine, demandant l'examen du projet de loi sur le droit d'obtenteur (ci-après dénommé "le projet de loi"), qui constitue la version finale approuvée par le Gouvernement et qui devrait être adopté par le Parlement de l'ex-République yougoslave de Macédoine fin septembre 2008, du point de vue de sa conformité avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (ci-après dénommé "Acte de 1991"). La note et la lettre sont reproduites dans l'annexe I du présent document.
2. L'annexe II contient une traduction en anglais du projet de loi, fournie par le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

3. L'article 34.3) de l'Acte de 1991 dispose que "[t]out État qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé."

4. Le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a déjà entamé la procédure pour devenir membre de l'UPOV, par une lettre datée du 18 février 2008, dans laquelle S. E. M. Antionio Milošoski, ministre des affaires étrangères, demandait l'examen de la Loi sur les obtentions végétales agricoles de l'ex-République yougoslave de Macédoine (ci-après dénommée "la loi"), adoptée par le Parlement de l'ex-République yougoslave de Macédoine le 4 juillet 2007, du point de vue de sa conformité avec l'Acte de 1991.

5. À sa vingt-cinquième session extraordinaire, tenue le 11 avril 2008, le Conseil a décidé

a) de prendre note de l'analyse faite dans le document C(Extr.)/25/4;

b) de recommander à l'ex-République yougoslave de Macédoine d'incorporer dans la loi les dispositions supplémentaires et les modifications signalées dans le document C(Extr.)/25/4, et de recommander que, dès que ces dispositions additionnelles et ces modifications auront été incorporées dans la loi, la loi ainsi modifiée soit soumise au Conseil pour examen, conformément à l'article 34.3) de l'Acte de 1991;

c) de demander au Bureau de l'Union d'offrir son concours au Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine, à la première occasion, pour la rédaction des dispositions supplémentaires et des modifications nécessaires; et

d) d'autoriser le secrétaire général à informer le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine de cette décision.

6. À propos de la décision susmentionnée du Conseil du 11 avril 2008, il faut savoir que l'article 35 du projet de loi prévoit ceci : "le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, la Loi sur la protection des obtentions végétales agricoles cessera de s'appliquer ('Journal officiel de la République de Macédoine', n° 84/2007)". Pour ce motif, et en application de l'article 34.3) de l'Acte de 1991, le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a déposé une nouvelle demande (voir le paragraphe 1 du présent document) pour solliciter l'avis du Conseil quant à la conformité du projet de loi avec l'Acte de 1991.

#### Base de la protection des obtentions végétales dans l'ex-République yougoslave de Macédoine

7. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, la protection des obtentions végétales sera régie par le projet de loi lorsque celui-ci aura été adopté. On trouvera ci-après une analyse de ce projet dans l'ordre des dispositions de droit matériel de l'Acte de 1991.

#### Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

8. L'article 4 du projet de loi contient des définitions conformes aux définitions correspondantes figurant dans l'article premier de l'Acte de 1991.

Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligation fondamentale des Parties contractantes

9. L'article 2 du projet de loi dispose : "cette loi a pour objet d'accorder des droits à l'obtenteur et de protéger le droit d'obtenteur", ce qui est conforme à l'obligation fondamentale prévue à l'article 2 de l'Acte de 1991.

Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

10. L'article 10 du projet de loi se lit comme suit :

"Genres et espèces devant être protégés

"1) À la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ses dispositions s'appliqueront à au moins 15 genres et espèces désignés par le Ministre de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau, sur la base des genres et espèces d'intérêt économique pour la République de Macédoine qui seront proposés par une commission composée de personnes compétentes en la matière.

"2) La composition et le mode de travail de la commission seront définis par le Ministre de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau."

11. De plus, l'article 34 du projet de loi dispose :

"Application progressive de la Loi à des genres et espèces supplémentaires

"En ce qui concerne les genres et espèces qui ne figurent pas sur la liste mentionnée à l'article 10 de la présente loi, les dispositions de cette dernière s'appliqueront aux genres et espèces végétaux supplémentaires désignés par le Ministre, et à l'ensemble des genres et espèces végétaux avant l'expiration d'une période de dix ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi."

12. Les dispositions des articles 10 et 34 du projet de loi sont conformes aux obligations énoncées à l'article 3.2 de l'Acte de 1991. Il convient de noter que, conformément à l'article 36.1)ii) de l'Acte de 1991, lors du dépôt de son instrument d'adhésion l'ex-République yougoslave de Macédoine devra notifier dans sa déclaration la liste des 15 genres et espèces végétaux.

Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

13. L'article 3 du projet de loi stipule ceci : "Les nationaux d'un membre de l'UPOV, ou des parties contractantes d'accords internationaux auxquels la République de Macédoine est partie, de même que les personnes physiques ayant leur domicile en République de Macédoine ou les personnes physiques ayant leur domicile sur le territoire d'un membre de l'UPOV, ainsi que les personnes morales ayant leur siège social sur ledit territoire, jouissent sur le territoire de la République de Macédoine, en ce qui concerne l'octroi et la protection du droit d'obtenteur, du même traitement que celui accordé par la présente loi à ses nationaux.". Les dispositions de l'article 3 du projet de loi satisfont aux obligations énoncées à l'article 4 de l'Acte de 1991.

Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de la protection, nouveauté, distinction, homogénéité et stabilité

14. Les articles 5 à 9 du projet de loi contiennent des dispositions sur les conditions de protection qui sont conformes aux dispositions des articles 5 à 9 de l'Acte de 1991.

15. Les articles 6.3 et 6.4 du projet de loi prévoient un régime transitoire de nouveauté pour les "variétés de création récente" qui est basé sur l'article 6.2) de l'Acte de 1991.

"Article 6  
"Nouveauté

"[...]

"3) Lorsque, conformément aux articles 10 et 34, la présente loi devient applicable à des genres ou espèces végétaux auxquels elle ne s'appliquait pas précédemment, les variétés appartenant à ces genres ou espèces végétaux sont considérées comme satisfaisant à la condition de nouveauté définie à l'alinéa 1) même si la vente ou la remise à des tiers mentionnée dans ledit alinéa a eu lieu sur le territoire de la République de Macédoine dans les quatre ans précédant la date de dépôt de la demande ou, dans le cas des arbres ou de la vigne, dans les six ans précédant cette date.

"4) La disposition prévue à l'alinéa 3) de l'article 6 s'applique uniquement aux demandes de droit d'obtenteur déposées dans un délai maximum d'un an après que les dispositions de la loi sont devenues applicables aux genres ou espèces concernés."

Article 10 de l'Acte de 1991 : Dépôt de demandes

16. L'article 11 du projet de loi contient des dispositions relatives au dépôt des demandes. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions contraires à l'article 10 de l'Acte de 1991.

Article 11 de l'Acte de 1991 : Droit de priorité

17. L'article 12 du projet de loi contient des dispositions sur le droit de propriété qui sont conformes aux dispositions de l'article 11 de l'Acte de 1991.

Article 12 de l'Acte de 1991 : Examen de la demande

18. L'article 13 du projet de loi contient des dispositions relatives à l'examen de la demande qui sont conformes à celles de l'article 12 de l'Acte de 1991.

Article 13 de l'Acte de 1991 : Protection provisoire

19. L'article 15 du projet de loi contient des dispositions sur la protection provisoire qui sont conformes à celles de l'article 13 de l'Acte de 1991.

Article 14 de l'Acte de 1991 : Étendue du droit d'obtenteur

20. L'article 16 du projet de loi contient des dispositions sur l'étendue du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 14 de l'Acte de 1991.

Article 15 de l'Acte de 1991 : Exceptions au droit d'obtenteur

21. L'article 17.1) du projet de loi contient des dispositions relatives aux exceptions au droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 15.1) de l'Acte de 1991.

22. L'article 17.2) du projet de loi contient les dispositions suivantes concernant l'exception facultative prévue à l'article 15.2) de l'Acte de 1991 :

“Article 17  
“Exceptions au droit d'obtenteur

“[...]

“2) À l'égard des variétés figurant dans une liste de plantes agricoles, ne portent pas atteinte au droit d'obtenteur les petits agriculteurs qui, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, utilisent à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, d'une variété protégée ou d'une variété visée à l'article 16.3)i) ou ii) de la présente loi.

“3) Les variétés d'arbres fruitiers, de plantes ornementales, potagères et forestières sont exclues de l'exception prévue à l'alinéa 2) du présent article.”

Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obtenteur

23. L'article 18 du projet de loi contient des dispositions relatives à l'épuisement du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 16 de l'Acte de 1991.

Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

24. L'article 19 du projet de loi contient des dispositions relatives à la limitation de l'exercice du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 17 de l'Acte de 1991.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Réglementation économique

25. L'article 20 du projet de loi dispose ce qui suit :

“Article 20  
“Règlementation économique

“Le droit d’obtenteur est indépendant des mesures adoptées par une Partie contractante en vue de réglementer sur son territoire la production, le contrôle et la commercialisation du matériel des variétés, ou l’importation et l’exportation de ce matériel. En tout état de cause, ces mesures ne devront pas porter atteinte à l’application des dispositions de la présente loi.”

26. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions incompatibles avec l’article 18 de l’Acte de 1991.

Article 19 de l’Acte de 1991 : Durée du droit d’obtenteur

27. L’article 21 du projet de loi contient des dispositions sur la durée du droit d’obtenteur qui correspondent aux dispositions de l’article 19 de l’Acte de 1991.

Article 20 de l’Acte de 1991 : Dénomination de la variété

28. L’article 22 du projet de loi contient des dispositions sur les dénominations variétales qui correspondent aux dispositions de l’article 20 de l’Acte de 1991.

Article 21 de l’Acte de 1991 : Nullité du droit d’obtenteur

29. L’article 23 du projet de loi contient des dispositions sur la nullité du droit d’obtenteur qui correspondent aux dispositions de l’article 21 de l’Acte de 1991.

Article 22 de l’Acte de 1991 : Déchéance de l’obtenteur

30. L’article 24 du projet de loi contient des dispositions sur la déchéance de l’obtenteur qui correspondent aux dispositions de l’article 22 de l’Acte de 1991.

Article 30 de l’Acte de 1991 : Application de la Convention

31. En ce qui concerne l’obligation de “prévoir les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d’obtenteur” (article 30.1)i) de l’Acte de 1991), le projet de loi comporte les dispositions suivantes :

a) les articles 26 et 27 du projet de loi se réfèrent aux actions et recours civils disponibles pour faire respecter les droits d’obtenteur;

b) l’article 29 du projet de loi prévoit la supervision du service d’inspection, y compris la saisie temporaire de “tous éléments utilisés ou destinés à servir pour commettre l’infraction et tous éléments résultant de celle-ci”;

c) les articles 30 et 31 du projet de loi règlent les délits et les sanctions; et

d) l'article 32 du projet de loi prévoit les procédures de règlement des litiges et de médiation.

32. En ce qui concerne l'obligation visée à l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991, l'article 14.1) du projet de loi dispose que :

“Article 14

“Décision concernant l'octroi d'un droit d'obtenteur

“1) Sur la base des résultats de l'examen complet de la demande qui lui sont communiqués par la Direction des semences et des plants, le Ministre de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau décide d'octroyer un droit d'obtenteur ou de rejeter la demande de droit d'obtenteur.”

33. L'article 25.2) du projet de loi reprend l'obligation de publier les renseignements sur les demandes de droits d'obtenteur, les droits d'obtenteur délivrés et les dénominations proposées et approuvées, telle qu'elle est énoncée à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991.

Conclusion générale

34. De l'avis du Bureau de l'Union, le projet de loi contient les dispositions de fond de l'Acte de 1991. Ainsi, une fois que le projet de loi aura été adopté et la loi sera entrée en vigueur, l'ex-République yougoslave de Macédoine sera en mesure de “donner effet” aux dispositions de l'Acte de 1991 comme le requiert l'article 30.2) de celui-ci.

35. *Le Conseil est invité*

a) *à prendre note de l'analyse faite dans le présent document;*

b) *à rendre une décision positive sur la conformité du projet de loi sur le droit d'obtenteur de l'ex-République yougoslave de Macédoine avec les dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales; une fois que le projet de loi aura été adopté et la loi sera entrée en vigueur, l'ex-République yougoslave de Macédoine pourra ainsi déposer son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991; et*

c) *à autoriser le secrétaire général à informer le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine de cette décision.*

[Les annexes suivent]

ANNEXE I

Note de la Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine datée du 10 septembre 2008, accompagnée d'une lettre du ministre de l'agriculture adressée au secrétaire général de l'UPOV

[Traduction d'une lettre datée du 10 septembre 2008 (référence 16-01-492/1)]

adressée par : Mission permanente de l'ex République yougoslave de Macédoine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse  
143, rue de Lausanne  
1202 Genève

à : M. Kamil Idris  
Secrétaire général  
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)  
Genève

La Mission permanente de la République de Macédoine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse présente ses compliments à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et a l'honneur de soumettre le projet de loi sur les droits d'obtenteur accompagnée d'une lettre du Ministre de l'agriculture, M. Aco Spasenoski, dans laquelle celui-ci fait état de l'intention du Gouvernement de la République de Macédoine d'adhérer à la Convention de l'UPOV.

La Mission permanente de la République de Macédoine saisit cette occasion pour renouveler à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales les assurances de sa très haute considération.

[La lettre suit]



[Traduction d'une lettre datée du 5 septembre 2008]

adressée par : M. Aco Spasenoski  
Ministre

à : M. Kamil Idris  
Secrétaire général  
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)  
Genève

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que le Parlement de la République de Macédoine a engagé la procédure d'adoption de la loi sur les droits d'obtenteur.

À cet égard, j'ai le plaisir de vous informer que la République de Macédoine envisage d'adhérer à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991 (Convention UPOV).

Conformément aux dispositions de l'article 34.3) de la Convention UPOV, je saurais gré au Conseil de l'UPOV de bien vouloir examiner la conformité du projet de loi susmentionné de la République de Macédoine avec les dispositions de la Convention UPOV.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Skopje, 5 septembre 2008

(Signé :) M. Aco Spasenoski  
Ministre

[L'annexe II suit]

ANNEX II / ANNEXE II / ANLAGE II / ANEXO II

[In English only / En anglais seulement /  
Nur auf Englisch / En Inglés solamente]

**DRAFT LAW ON THE BREEDER'S RIGHTS**

**I. GENERAL PROVISIONS**

**Article 1**  
**Scope of the Law**

This Law regulates the treatment, manner and the conditions for grant, protect and cease of breeders' rights.

**Article 2**  
**Purpose of the Law**

The purpose of this Law is to grant breeders' rights and protect breeders' rights.

**Article 3**  
**National Treatment**

Nationals of a member of UPOV, or contracting parties to international agreements to which the Republic of Macedonia is party to, as well as domestic and foreign natural persons resident and legal entities having their registered offices within the territory of a member of UPOV, shall, insofar as the grant and protection of breeders' rights are concerned, enjoy within the territory of Republic of Macedonia the same treatment as is accorded by this Law to its nationals.

**Article 4**  
**Definitions**

For the purposes of this Law the terms used shall mean:

1. "breeder" means
  - 1) the person who bred, or discovered and developed, a variety,
  - 2) the person who is the employer of the aforementioned person or who has commissioned the latter's work, or
  - 3) the successor in title of the persons referred to in subparagraphs 1 and 2 of this paragraph, as the case may be;
2. "applicant" means the natural or legal person entitled to file an application for the grant of a breeder's right in accordance with the definition of "breeder" provided in this Law;
3. "breeder's right" means the right of the breeder provided for in this Law;
4. "variety" means a plant grouping within a single botanical taxon of the lowest known rank, which grouping, irrespective of whether the conditions for the grant of a breeder's right are fully met, can be
  - defined by the expression of the characteristics resulting from a given genotype or combination of genotypes,

- distinguished from any other plant grouping by the expression of at least one of the said characteristics and
- considered as a unit with regard to its suitability for being propagated unchanged;

5. "UPOV" means the International Union for the Protection of New Varieties of Plants established by the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants;

6. Member of UPOV means a State party or a Contracting Party to the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants.

## **II. CONDITIONS FOR GRANTING OF THE BREEDER'S RIGHT**

### **Article 5**

#### Conditions of Protection

(1) The breeder's right shall be granted where the variety is

1. new,
2. distinct,
3. uniform and
4. stable.

(2) The grant of the breeder's right shall not be subject to any further or different conditions, provided that the variety is designated by a denomination in accordance with the provisions of Article 22 of this Law and the applicant complies with the formalities provided for in this Law and that he pays the required fees.

### **Article 6**

#### **Novelty**

(1) The variety shall be deemed to be new if, at the date of filing of the application for a breeder's right, propagating or harvested material of the variety has not been sold or otherwise disposed of to others, by or with the consent of the breeder, for purposes of exploitation of the variety

- 1) in the territory of the Republic of Macedonia earlier than one year before the date of filing the application and
- 2) in a territory other than that of the Republic of Macedonia earlier than four years or, in the case of trees or of vines, earlier than six years before the said date before issuing the application.

(2) The following acts shall be considered not to result in the loss of novelty for the variety referred to in paragraph 1 of this Article:

(i) sale or disposal of to others that forms part of an agreement for the transfer of rights to the successor in title.

(ii) sale or disposal of to others that forms part of an agreement under which a person multiplies propagating material of a variety on behalf of the breeder where that agreement requires that: the property in the multiplied material reverts to the breeder; and the multiplied material is not used for the production of another variety;

(iii) trials of the variety not involving sale or disposal of to others for purposes of exploitation of the variety;

(iv) sale or disposal of to others that forms part of an agreement under which a person undertakes field tests or laboratory trials, or small-scale processing trials, with a view to evaluating the variety;

(v) sale or disposal of to others that forms part of the fulfillment of a statutory or administrative obligation, in particular concerning biological security or the entry of varieties in an official catalogue of varieties admitted to trade.

(3) Where, according to Articles 10 and 34, this Law applies to a plant genus or species to which it did not previously apply, varieties belonging to such plant genus or species shall be considered to satisfy the condition of novelty defined in paragraph (1) even where the sale or disposal to others described in that paragraph took place in the territory of the Republic of Macedonia within four years before the filing date or, in the case of trees or of vines, within six years before the said date.

(4) The provision under paragraph 3 of Article 6, shall only apply to applications for protection of the breeder's right filed within one year, at the latest, after the provisions of the Law apply to the genera or species concerned.

#### **Article 7** **Distinctness**

The variety shall be deemed to be distinct if it is clearly distinguishable from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time of the filing of the application. In particular, the filing of an application for the granting of a breeder's right or for the entering of another variety in an official register of varieties, in any country, shall be deemed to render that other variety a matter of common knowledge from the date of the application, provided that the application leads to the granting of a breeder's right or to the entering of the said other variety in the official register of varieties, as the case may be.

#### **Article 8** **Uniformity**

The variety shall be deemed to be uniform if, subject to the variation that may be expected from the particular features of its propagation, it is sufficiently uniform in its relevant characteristics.

#### **Article 9** **Stability**

The variety shall be deemed to be stable if its relevant characteristics remain unchanged after repeated propagation or, in the case of a particular cycle of propagation, at the end of each such cycle.

#### **Article 10** **Genera and Species to be protected**

(1) At the date of the coming into force of this Law, the provisions of this Law shall apply to at least 15 plant genera and species designated by the Minister of Agriculture, Forestry and Water economy based on genera and species of economic interest for the Republic of Macedonia, to be proposed by a Commission that includes competent persons in this area.

(2) The persons to be included, and the manner of work of the Commission shall be designated by the Minister of Agriculture, Forestry and Water economy.

### **III. PROCEDURE FOR GRANTING OF THE BREEDER'S RIGHT**

#### **Article 11**

##### **Filling the application**

(1) The breeder shall file an application for a breeder's right with the Seed and Seedlings Directorate.

(2) The filing date of the application for a breeder's right shall be the date of receipt of the application filed as regulated by the By-law referenced in paragraph 3 of this article for granting of the breeder's right.

(3) The breeder shall pay the fees for granting of the breeder's right, as prescribed by the Minister.

(4) The form and content, procedure and the amount of fees concerning the filing of the application and the fees for granting of the breeder's right referred to in paragraph (1) and (4) of this Article shall be prescribed by the Minister of Agriculture, Forestry and Water economy.

#### **Article 12**

##### **Right of Priority**

(1) Any breeder who has duly filed an application for the protection of a variety in one of the members of UPOV (the "first application") shall, for the purpose of filing an application for the grant of a breeder's right for the same variety with the Seed and Seedlings Directorate (the "subsequent application"), enjoy a right of priority for a maximum period of 12 months. This period shall be computed from the date of filing of the first application.

(2) In order to benefit from the right of priority, the breeder shall, in the subsequent application in the Republic of Macedonia, claim the priority of the first application. The Seed and Seedlings Directorate shall require the breeder to furnish, after a period of 3 months from the filing date, a copy of the documents which constitute the first application, certified to be a true copy by the authority with which that application was filed, and samples or other evidence that the variety which is the subject matter of both applications is the same.

(3) The breeder shall be allowed a period of two years after the expiration of the period of priority or, where the first application is rejected or withdrawn, period of one year after such rejection or withdrawal, in which to furnish, to the Seed and Seedlings Directorate, any necessary information, document or material required for the purpose of examination referred to in Article 13 of this Law.

#### **Article 13**

##### **Examination of the Application**

(1) Any decision to grant a breeder's right shall require an examination for compliance with the conditions under Articles 5 to 9. In the course of the examination, the Seed and Seedlings Directorate may grow the variety or carry out other necessary tests, cause the growing of the

variety or the carrying out of other necessary tests, or take into account the results of growing tests or other trials which have already been carried out. For the purposes of examination, the Seed and Seedlings Directorate may require the breeder to furnish all the necessary information, documents or material.

(2) For all finalized testing and checks referred to in paragraph 1 of this article, the applicant takes on the real costs for finalizing the necessary testing and checks.

(3) Necessary information, documents or materials referred to in paragraph (1) of this Article, as well as the amount of the costs mentioned in paragraph 2 of this article, shall be prescribed by the Minister of Agriculture, Forestry and Water economy.

#### **Article 14**

##### **Decision on granting of the breeder's rights**

(1) On the basis of the completed examination results concerning the application submitted by the Directorate for Seed and Seedlings, the Minister for Agriculture, Forestry and Water Economy issues a decision for granting or rejecting breeders' rights.

(2) For granted breeders' rights, the holder of the right is obliged to pay an annual fee, for keeping the right in force.

(3) The amount of the fee referred to in paragraph 2 of this article is prescribed by the Minister for Agriculture, Forestry and Water Economy.

(4) The Decision from paragraph 1 of this article is issued in the "Official Gazette of the Republic of Macedonia".

#### **Article 15**

##### **Provisional Protection**

The Republic of Macedonia shall provide measures designed to safeguard the interests of the breeder during the period between the publication of the application for the grant of a breeder's right and the grant of that right. Such measures shall have the effect that the holder of a breeder's right shall be entitled to equitable remuneration from any person who, during the said period, has carried out acts which, once the right is granted, require the breeder's authorization as provided in Article 16.

### **IV. THE RIGHTS OF THE BREEDER**

#### **Article 16**

##### **Scope of the Breeder's Right**

(1) Acts in respect of the propagating material

(a) Subject to Articles 17 and 18 of this law, the following acts in respect of the propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder:

- i. production or reproduction,
- ii. conditioning for the purpose of propagation,
- iii. offering for sale,
- iv. selling or other marketing,
- v. exporting,

- vi. importing,
  - vii. stocking for any of the purposes mentioned in i to vi, above.
- (b) The breeder may make his authorization subject to conditions and limitations.

(2) Acts in respect of the harvested material

Subject to Articles 17 and 18 of this law, the acts referred to in items i to vii of paragraph (1) in respect of harvested material, including entire plants and parts of plants, obtained through the unauthorized use of propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said propagating material.

(3) Essentially derived and certain other varieties

(a) The provisions of paragraphs (1) and (2) shall also apply in relation to

- i. varieties which are essentially derived from the protected variety, where the protected variety is not itself an essentially derived variety,
- ii. varieties which are not clearly distinguishable in accordance with Article 6 from the protected variety and
- iii. varieties whose production requires the repeated use of the protected variety.

(b) a variety shall be deemed to be essentially derived from another variety (“the initial variety”) when

- i. it is predominantly derived from the initial variety, or from a variety that is itself predominantly derived from the initial variety, while retaining the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety,
- ii. it is clearly distinguishable from the initial variety and
- iii. except for the differences which result from the act of derivation, it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety.

(c) Essentially derived varieties may be obtained for example by the selection of a natural or induced mutant, or of a somaclonal variant, the selection of a variant individual from plants of the initial variety, backcrossing, or transformation by genetic engineering.

### **Article 17** **Exceptions to the Breeder’s Right**

(1) The breeder’s right shall not extend to

- 1. acts done privately and for non-commercial purposes,
- 2. acts done for experimental purposes,
- 3. acts done for the purpose of breeding other varieties, and, except where the provisions of Article 16(3) apply, acts referred to in Article 16(1) and (2) in respect of such other varieties.

(2) In relation to varieties included in a list of agricultural plants, the breeder’s right shall not be infringed by small farmers who, within reasonable limits and subject to the safeguarding of the legitimate interests of the breeder, use for propagating purposes, on their own holdings, the product of the harvest which they have obtained by planting, on their own holdings, the protected variety or a variety covered by Article 16 (3) (a) (i) or (ii) of this Law.

(3) The varieties of fruit trees, ornamentals, vegetables and forest plants are excluded from the exception under paragraph (2) of this Article.

**Article 18**  
**Exhaustion of the Breeder's Right**

(1) The breeder's right shall not extend to acts concerning any material of the protected variety, or of a variety covered by the provisions of paragraph (3) of Article 16 of this Law, which has been sold or otherwise marketed by the breeder or with his consent in the territory of the Republic of Macedonia, or any material derived from the said material, unless such acts

- i. involve further propagation of the variety in question or
- ii. involve an export of material of the variety, which enables the propagation of the variety, into a country which does not protect varieties of the plant genus or species to which the variety belongs, except where the exported material is for final consumption purposes.

“material” means, for the purposes of this Article, in relation to a variety

- i. propagating material of any kind,
- ii. harvested material, including entire plants and parts of plants, and
- iii. any product made directly from the harvested material.

**Article 19**  
**Restrictions on the exercise of the breeder's right**

(1) Except where expressly provided in this Law, the free exercise of a breeder's right shall not be restricted in the territory of the Republic of Macedonia for reasons other than of public interest.

(2) When any such restriction has the effect of authorizing a third party to perform any act for which the breeder's authorization is required, the breeder shall receive equitable remuneration, according to law

**Article 20**  
**Measures regulating commerce**

The breeder's right shall be independent of any measure taken by the Republic of Macedonia to regulate within its territory the production, certification and marketing of material of varieties or the importing or exporting of such material. In any case, such measures shall not affect the application of the provisions of this Law.

**Article 21**  
**Duration of the Breeder's Right**

The breeder's right shall be granted for 20 years from the date of the grant of the breeder's right. For trees and vines, the said period shall be 25 years from the said date.

**V. VARIETY DENOMINATION**

**Article 22**  
**Variety Denomination**

(1) The variety shall be designated by a denomination which will be its generic designation. Subject to paragraph (4), no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the breeder's right.



(2) The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in the territory of any member of UPOV, an existing variety of the same plant species or of a closely related species.

(3) The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the Seed and Seedlings Directorate. If it is found that the denomination does not satisfy the requirements of paragraph (2) of this Article, the Seed and Seedlings Directorate shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a period of 6 months. The denomination shall be registered by the Seed and Seedlings Directorate at the same time as the breeder's right is granted.

(4) Prior rights of third persons shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden, to a person who, in accordance with the provisions of paragraph (6) of this Article, is obliged to use it, the Seed and Seedlings Directorate shall require the breeder to submit another denomination for the variety within a period defined in paragraph (3) of this article.

(5) A variety must be submitted to all members of UPOV under the same denomination. The Seed and Seedlings Directorate shall register the denomination so submitted, unless it considers the denomination unsuitable within the territory of Republic of Macedonia. In the latter case, it shall require the breeder to submit another denomination within a period defined in paragraph (3) of this article..

(6) Any person who, within the territory of the Republic of Macedonia, offers for sale or markets propagating material of a variety protected within the said territory shall be obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the breeder's right in that variety, except where, in accordance with the provisions of paragraph (4), prior rights prevent such use.

(7) When a variety is offered for sale or marketed, it shall be permitted to associate a markable trademark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

## **VI. NULLITY AND CANCELLATION OF THE BREEDER'S RIGHT**

### **Article 23 Nullity of the Breeder's Right**

(1) The breeder's right shall be declared null and void when it is established

- i. that the conditions laid down in Articles 6 and 7 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right,
- ii. that, where the grant of the breeder's right has been essentially based upon information and documents furnished by the breeder, the conditions laid down in articles 8 or 9 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right, or
- iii. that the breeder's right has been granted to a person who is not entitled to it, unless it is transferred to the person who is so entitled.

(2) No breeder's right shall be declared null and void for reasons other than those referred to in paragraph (1).

(3) The declaration of nullity of the breeder's right from paragraph (1) of this Article shall be published in the "Official Gazette of the Republic of Macedonia".

#### **Article 24** **Cancellation of the Breeder's Right**

(1) The breeder's right may be canceled if:

(a) it is established that the conditions laid down in Articles 8 or 9 are no longer fulfilled; or

(b) after being requested to do so within the period of 6 months :

(i) the breeder does not provide the Seed and Seedlings Directorate with the information, documents or material deemed necessary for verifying the maintenance of the variety,

(ii) the breeder fails to pay such fees as may be payable to keep his right in force, or

(iii) the breeder does not propose, where the denomination of the variety is cancelled after the grant of the right, another suitable denomination.

(2) No breeder's right shall be cancelled for reasons other than those referred to in paragraph (1).

(3) The decision of cancellation of the breeder's right from paragraph (1) of this Article shall be published in the "Official Gazette of the Republic of Macedonia".

### **VII. COMPETENT AUTHORITY**

#### **Article 25** **Competences**

(1) The Seed and Seedlings Directorate is competent for keeping Breeder's Rights Register and for publication of information from the registers concerning filed applications

(2) The Seed and Seedlings Directorate shall ensure that the public is informed through regular publication in the "Official Gazette of the Republic of Macedonia", of information concerning:

- i. application for and grants of breeder's rights, and
- ii. proposed and approved denominations.

(3) The Seed and Seedlings Directorate shall ensure access to documents and information concerning filed applications and granted breeder's rights to persons, who will prove the right to have an access to its documents and information, in written request, concerning

- i. documents filed with the applications; and
- ii. documents concerning granted breeder's rights.

(4) The form, content and the manner of keeping of the Breeder's Rights Register shall be prescribed by the act of the Minister of Agriculture, Forestry and Water economy.

## **VIII. ENFORCEMENT OF BREEDERS' RIGHTS**

### **Article 26 Legal remedies**

- (1) The physical person or the legal entity that has violated the breeder's right is responsible for compensation for damages according to the applicable legislation.
- (2) The breeder whose rights have been violated may, in addition to the legal action for compensatory damages, also request an injunction to prohibit the committing of, or continuation of committing, the infringement of the breeder's right by suspension of the activity act resulting in such infringement, and that the expenses of the proceedings for infringement be charged to the physical person or the legal entity who has violated the breeder's right.
- (3) Breeder's right infringement shall refer to acts contrary to Article 16 of this Law.

### **Article 27 Juridical Protection of the breeder's rights**

- (1) The juridical protection for infringement of the breeder's right provided in Article 16 of this Law shall be submitted within 3 (three) years from the date the plaintiff has notified the infringement to the defendant.
- (2) After the expiration of 5 (five) years after the violation occurred, a lawsuit can not be submitted.
- (3) The lawsuit referred to in paragraph 1 of this Article shall be submitted to the relevant Court.

## **IX. SUPERVISION**

### **Article 28 Implementation**

Supervision over the implementation of this Law and the Books of Rules adopted according this Law, shall be performed by the Ministry of Agriculture, Forestry and Water Economy through State Agriculture Inspectorate.

### **Article 29 Supervision of the State Agriculture Inspectorate**

- (1) Supervision over the implementation of the provisions from Articles 16 and 17 of this Law shall be performed by the State Agriculture Inspectorate through the state agriculture inspectors.
- (2) Should justified doubts about violation arise during the supervision, the State Agriculture Inspectorate shall temporary seize all items used, or intended for use, or resulted from the violation itself.

(3) The State Agriculture Inspectorate shall hand over all seized items with no delay, along with the proposal for initiating lawsuit.

## **X. OFFENSES AND PENALTIES**

### **Article 30 Penalties**

(1) A legal entity shall be fined with monetary penalty of 3,000 to 5,000 Euros in MKD: in the case of a violation of a breeder's right provided in Article 16 of this Law.

(2) A person responsible for a legal entity shall be fined with monetary penalty of 500 to 1,000 Euros in MKD for the violation referred to in paragraph (1) of this Article.

(3) A civil person shall be fined with penalty of 200 to 800 Euros in MKD for violation referred to in paragraph (1) of this Article.

### **Article 31 Penalties**

(1) A legal entity shall be fined with a penalty of 1,000 to 3,000 Euros in MKD if:

- contrary to paragraph (1) from Article 22 of this Law willfully makes use of a registered variety denomination of a variety protected in the Republic of Macedonia for another variety of the same plant species or closely related species
- contrary to paragraph (6) of Article 22 of this Law, offers for sale or markets propagating material of a protected variety, without using the registered denomination of the variety,

(2) A person responsible for a legal entity shall be fined with monetary penalty of 200 to 500 Euros in MKD for the violations referred to in paragraph (1) of this Article.

(3) A civil person shall be fined with penalty of 300 to 500 Euros in MKD for the violations referred to in paragraph (1) of this Article.

### **Article 32 Procedures, Settlement and Mediation**

Lawsuits for offences referred to in this Law shall be submitted to the relevant Court.

Prior to submission of claim for lawsuit for offences referred to in this Law, the Ministry conducts settlement procedures in accordance with the Law on penalties.

## **XI. TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS**

### **Article 33 Book of Rules**

Book of Rules foreseen with this Law, shall be enacted within one year on the day of entering into force of this Law.

**Article 34**  
**Gradual application of the Law to additional genera and species**

In respect to the genera and species which are not part of the list mentioned in article 10 of this law, the provisions of this law will be applied to additional plant genera and species, as designated by the Minister, and to all plant genera and species before the expiration of a period of 10 years after the entry into force of this law.

**Article 35**  
**Provisions, which shall cease to apply**

On the day of entering into force of this Law, the Law for on protection of new varieties of agriculture plants shall cease to apply (“Official Gazette of Republic of Macedonia” No.84/2007).

**Entry into Force**  
**Article 36**

This Law shall enter into force on the 8th day of its publication in the “Official Gazette of the Republic of Macedonia”.

[End of Annex II and of document/  
Fin de l’annexe II et du document/  
Ende der Anlage II und des Dokuments/  
Fin del Anexo II y del documento]